

Œuvre sociale : L'ambassade de Chine au Mali fait un don à l'Association des femmes du camp du Génie Militaire

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 9 NOVEMBRE 2023

1460

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



AG de l'AMRTP :
De nouveaux textes pour régir la structure !



Coopération :
Une délégation guinéenne au Mali



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

08 Octobre
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



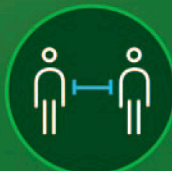
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

11

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.18



P.23



/ Une /

3e édition de la compétition Huawei ICT au Mali
Le Premier ministre a présidé la cérémonie de clôture

P.4

/ Breves /

Coopération : Une délégation guinéenne au Mali
General Keba Sangaré : Retour dans le commandement
Paix et cohésion sociale : Les leaders des mouvements de la plateforme et les femmes du CSA chez le colonel-major Wagué
Mali : Trois personnes interpellées pour trafic de drogue, 53 briques de chanvre indien saisies
Coopération : Le PNUD assure le Mali de son soutien face aux défis du moment

P.10

P.10

P.11

P.12

P.13

/ Actualité /

Œuvre sociale : L'ambassade de Chine au Mali fait un don à l'Association des femmes du camp du Génie Militaire
AG de l'AMRTP : De nouveaux textes pour régir la structure !
Rapport annuel 2022 du BVG remis au président Assimi Goïta :
22 dossiers transmis au procureur
La poste du Mali : Plus de 540 millions FCFA croqués en 3 ans de gestion

P.15

P.16

P.18

P.19

/ Politique /

Retrait de la Minusma :
Dix ans de présence, quel bilan
Conseil des maliens du Sénégal : Un nouveau bureau mal élu

P.23

P.24

/ Culture & Société /

Arts et culture :
Hommage aux hommes et femmes primés entre 2022 et 2023

P.26

/ International /

Arabo-africain prévu à Ryad :
L'Arabie saoudite rejette la présence du « Polisario » et reporte la date de l'évènement
Après presque un mois de guerre entre Israël et le Hamas :
Les 5 nouvelles réalités qui émergent

P.27

P.28

/ Sport /

Ligue des championnes :
Un test avant la CAN

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



3^e édition de la compétition Huawei ICT au Mali | Le Premier ministre a présidé la cérémonie de clôture

Le mardi 7 novembre 2023, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, a présidé la cérémonie de clôture de la deuxième édition 2022-2023 et de lancement de la 3^e édition 2023-2024 de la Compétition des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) de Huawei au Mali. La cérémonie s'est déroulée dans un hôtel de Bamako et a réuni de nombreuses personnalités telles que

le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Bouréma Kansaye, l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Mali, Chen Zhihong, et le directeur général de Huawei Technologies Mali.

Lors de cette cérémonie, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, a remis le premier prix de la 2^e édition à un groupe de trois étudiants. Il les a

encouragés à représenter fièrement le Mali lors de la grande finale mondiale qui se tiendra en Chine dans le cadre de la 3^e édition. Le directeur général de Huawei Mali a rappelé que la première édition du concours s'était déroulée au Mali en 2021, après avoir été organisée en Afrique depuis 2015. Les trois étudiants, lauréats de la 2^e édition, avaient représenté le Mali lors de la finale à Shenzhen, en Chine,

et avaient remporté le 3e grand prix mondial.

L'ambassadeur Chen Zhihong a félicité les lauréats de la 2e édition au Mali ainsi que les gagnants du 3e prix mondial. Il a souligné que sur plus de 120 000 étudiants provenant de 74 pays et régions du monde ayant participé à l'édition 2022-2023, l'équipe malienne avait remporté le 3e grand prix, surpassant ainsi 146 équipes finalistes de 36 pays. Le diplomate a également souhaité bonne chance aux participants de la 3e édition.

Le ministre Bouréma Kansaye a salué la participation remarquable du Mali à la Compétition Huawei ICT et a annoncé la création prochaine de l'Université numérique du Mali. Cette initiative, coparrainée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que le ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, avait pour thème «Compétition Huawei ICT 2023-2024 : connexion, gloire, avenir».

La Compétition Huawei ICT est un projet phare de Huawei qui vise à promouvoir les TIC à travers une compétition entre les étudiants du monde entier via une plateforme de communication. En plus des prix remis aux lauréats, Huawei offre également des bourses d'études de longue durée, des formations continues et des stages aux étudiants et entreprises qui se démarquent lors de cette compétition.



La clôture de la 2e édition et le lancement de la 3e édition de la Compétition Huawei ICT au Mali témoignent de l'engagement de Huawei à soutenir l'éducation et le développement des compétences en matière de TIC dans

le pays. Ces initiatives offrent aux étudiants maliens une opportunité unique de se démarquer sur la scène internationale et de contribuer à la transformation numérique du Mali.

■ Karamoko B Keita

malikile.com
LA PREMIÈRE PLATEFORME DE DISTRIBUTION DE COMMUNIQUÉS ET DE RELATION MÉDIAS ET BIEN D'AUTRES SERVICES !

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74e édition Malis
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

■ Mamadou Balde



Fin de carrière internationale pour Christiane Endler,meilleure Gardienne du championnat de France (2019 2021 2022 2023) Meilleure Gardienne au monde en 2021 a la distinction «IFFHS»,Première Chilienne à remporter la Ligue des champions féminine de l'UEFA, 103 sélections avec le Chili (record)...,un dernier match disputé et gagné contre les USA (U19) 2-1.et la Gardienne Lyonnaise de 32 ans annonce avoir disputé son dernier Match



Mamadou balde

■ Djimé Kanté



En ces temps qui courent, les Œuvres sociales du Pdt de la Transition doivent aller uniquement dans les réservoirs de l'EDM.

■ Kassoum Thera



Fin du match le Barça battu par un club ukrainien qui évolue dans une zone de guerre

■ Jotna Media



#TribunalDakar:Le procès des patriotes initialement prévu ce mercredi, renvoyé au 22 Novembre 2023. Devaient y comparaître, Yarga Sy, Mame Pathé et 17 autres patriotes.

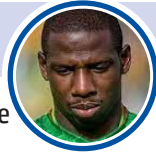
■ Fédération Malienne de Football



Mondial U-17 : Les Aiglonnets sont bien arrivés en Indonésie et ont pris leur Quartier Général à l'hôtel Alila dans la ville de Surakarta.



■ Idrissa Doucouré



Il n'a jamais aimé être dans l'équipe nationale du Mali. Lorsqu'il avait décidé de jouer pour le Mali, c'était par pure opportuniste (il voulait jouer la coupe du Monde) et non par la volonté de défendre les couleurs du pays.
Bon débarras !!!



Papa Roch Kabore
12 h · 🌐

C'est l'UEFA qui force sinon Barça tient toujours à son Europa League 😂

■ Moussa Baba Coulibaly



Vous aurez remarqué que ceux qui s'éclairent à partir de l'énergie solaire sont peignards. Nous n'avons plus d'autre choix que de diversifier nos sources d'énergie.

■ Malick Konate



Certains prétendent que la situation énergétique au Mali est exploitée par des individus pour déstabiliser le pays et ses dirigeants. Cependant, ils négligent le fait qu'ils ont été les premiers à critiquer et à s'opposer à tout ce qui se passait pendant le règne d'IBK, dans le but de le discréditer, de l'affaiblir et de prendre leur place actuelle au pouvoir.

«Kama Toudin - Toudan» (comme tu fais, on te fera).

Si vous ne parvenez pas à trouver une solution aux problèmes, prenez du recul au lieu de vous plaindre et de penser que tout le monde est contre vous.

#Bèki_Takè

Résilience pour les faibles, Opulence pour les puissants.



■ Malick Konate



Qui a informé nos Mamans que voter OUI lors du référendum résoudre leurs problèmes ? Nos parents sont privés de sommeil en raison du délestage.

Les 59 citernes fictives disparues, qui auraient dû être trouvées par la ministre, restent introuvables et l'EDM n'a pas encore proposé de solution.

Quand est-ce que les 150 millions de litres de carburant promis par la Russie seront livrés ?

#Bèki_Takè

Ambassade de Chine au Mali



Le 07 novembre 2023, S.E.M Choguel Kokalla MAIGA, Premier Ministre, Chef d'Etat, S.E.M Bouréma KANSAYE, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et S.E.M CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, ont participé à la Cérémonie de Remise de prix de la 2ème édition et celle d'Ouverture de la 3ème édition de "Huawei ICT Competition" au Mali. "Huawei ICT Competition" est une plateforme internationale de compétition et d'échange pour les étudiants du monde entier. Un grand nombre d'étudiants maliens brillants y participent dans le but de renforcer leur capacité sur les technologies de l'informatique et de la communication.



Ambassade de Chine au Mali



Une participation remarquable du Mali à la 6e édition de l'Exposition internationale d'importation de Chine (CIIE). Le peuple malien a parcouru des milliers de kilomètres depuis l'Afrique pour exposer fièrement leurs produits locaux à la CIIE.

Dans le cadre de l'initiative « Ceinture et Route », le Mali a récemment exporté 133 tonnes de graines de sésame vers la Chine. Une nouvelle preuve de coopération gagnant-gagnant!

Le Mali et la Chine sont étroitement liés. À travers la vitrine de la CIIE, davantage de pays et de civilisations peuvent être vus et connus en profondeur par le monde.



Primature du Mali



Le Premier ministre a reçu en audience lundi 6 novembre, une délégation sud-coréenne conduite par le Président de l'agence internationale de coopération coréenne KOICA, M. Chang Won Sam. Dans le cadre du renforcement de la coopération entre nos deux pays, la délégation a mis sur la table quelques propositions: Les pistes d'un partenariat gagnant - gagnant avec le Mali autour des secteurs clés comme l'agriculture la formation professionnelle les nouvelles technologies ou encore le renforcement de compétences des femmes et des jeunes.

Cette vision, est celle d'un pays qui a connu la colonisation, la guerre civile et la famine. Selon le président de KOICA, la Corée du Sud est mieux placée pour comprendre les réalités des pays africains particulièrement du Mali. Il entend à cet effet miser sur le transfert de compétence, cela est une volonté pure, sans ambiguïté, a-t-il souligné pour accentuer cette volonté que la Corée du Sud a de devenir un pays pivot mondial dans l'aide au développement. C'est dans cette optique que le Pays a revu à la hausse (+40%) ses fonds consacrés au programme d'aide public au développement.

Ces opportunités d'appui servent à lutter contre les inégalités, le changement climatique ainsi que le développement du secteur numérique.

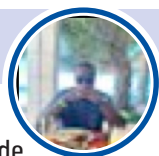
Le Président a également affirmé toute la disponibilité de l'agence qui adaptera bien évidemment son appui aux besoins du Mali.

Le Premier ministre partage cette approche du Président de KOICA et la pertinence des secteurs choisis. Il ajoutera l'intelligence artificielle aux secteurs porteurs. Considérant la Corée du Sud comme un exemple de développement, le Chef du gouvernement a invité le Président à davantage collaborer avec les acteurs économiques maliens, ce qui est un investissement de taille. Les différents dossiers feront l'objet d'analyse par les départements concernés a conclu le Premier ministre.

CCRP



■ Samba Gassama General



@SambaGassamaG

Pourquoi attendre une sortie du DG de EDM ? Il aurait tort de sortir et de prendre la parole aujourd'hui. C'est lui qui aurait dû parler sur ORTM ensuite sans amélioration on interpelle la ministre mais sa supérieure hiérarchique est montée au front, il ne peut plus sortir après sa supérieure hiérarchique. C'est au tour du supérieur hiérarchique de la ministre de sortir et d'expliquer ce qui se passe. Le patron du gouvernement, et de la ministre c'est le PM Choguel Maïga.

■ Nathalie Yamb



@Nath_Yamb

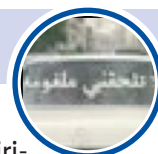
Dans leur pamphlet pitoyable adressé à l'ONU, les terroristes du CSP disent qu'ils se sentent algériens. Donc pourquoi fatiguer les gens? L'Algérie est le plus grand pays d'Afrique en termes de superficie. Prenez vos cliques et vos claques et allez-vous y installer. Sinon, Mali là, c'est indivisible.

A la France, nous rappelons sa responsabilité première dans le sort que vit le peuple de l'Azawad aujourd'hui.

Quant à l'Algérie, nul besoin de lui rappeler que nous nous considérons comme une partie d'elle de par les liens historiques de nos peuples, la géographie, la culture, la langue, les échanges ... et que nul n'ignore le soutien de notre peuple au peuple frère Algérien dans le cadre de sa lutte d'émancipation socio politique. En retour nous lui demandons un engagement à la hauteur des défis qui se posent à la population de l'Azawad.

Pour la Turquie, nous n'avions jamais pensé un instant que la Turquie s'associerait à un État employant des mercenaires terroristes sans foi ni loi pour tuer des musulmans chez eux en offrant ses moyens et sa technologie pour les souffrances du peuple Azawadien opprimé et que ce serait la machine Turquie qui prendrait la vie de nos enfants.

■ Wassim Nasr



@SimNasr

#Gaza usage de drone pour diriger les tirs de mortiers, Tandem et d'un ATGM #Konkors face au char #Merkava et aux transports de troupes #Namer qui essayent d'envelopper Gaza city par le nord & le sud le long de la côte. La jonction n'est pas encore faite, le camp Shati au milieu

Coopération : Une délégation guinéenne au Mali



Le jeudi 2 novembre 2023, une délégation guinéenne dirigée par le Colonel Aliou Diakité, Directeur du Centre National de Coordination d'Alerte Précoce et de Réponse aux Risques Sécuritaires de la République de Guinée, a été reçue au Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité par le Général de Division Abdoulaye Coulibaly. Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du Dr Abdoulaye Nènè Coulibaly, Directeur par intérim du Centre National d'Alerte Précoce et de Réponses aux Risques du Mali, ainsi que de plusieurs cadres du Commissariat et d'experts et analystes des deux pays, s'inscrit dans le cadre d'un échange d'expériences entre les deux pays.

L'objectif de la visite de la délégation guinéenne était de s'inspirer de l'expérience et du processus adoptés par le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité malien, en matière de coordination et de réponse aux risques sécuritaires. Le Colonel Aliou Diakité a exprimé sa gratitude envers le Commissaire pour avoir permis cette rencontre, soulignant les menaces communes auxquelles font face le Mali et la Guinée, ainsi que les défis qui y sont associés. Il a également souligné l'importance de comprendre et d'anticiper les obstacles pouvant entraver le bon fonctionnement des administrations et des politiques mises en place dans les deux pays.

De son côté, le Général de Division Abdoulaye Coulibaly, Commissaire du Secteur de la Sécurité, a considéré cette visite comme un honneur et un privilège pour son service. Il a mis l'accent sur l'importance de l'implication des populations dans le processus de sécurité de leur

environnement, afin qu'elles deviennent les premiers acteurs du changement dans leurs localités.

À la fin de la réunion, les deux délégations ont échangé des documents de stratégie, témoignant ainsi de leur volonté de renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité.

Il convient de souligner que le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité est chargé de mettre en œuvre la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité. Cette stratégie comprend des activités sur le terrain visant à promouvoir une appropriation régionale et à sensibiliser les populations, afin qu'elles deviennent des acteurs de la sécurité.

En conclusion, la visite de la délégation guinéenne au Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité a permis un échange fructueux d'expériences et de bonnes pratiques entre les deux pays. Cette coopération renforcée contribuera certainement à améliorer la coordination et la réponse aux risques sécuritaires dans la région.

Karamoko B Keita

General Kéba Sangaré: Retour dans le commandement

Ancien chef d'État-major de l'armée de terre, le général Kéba Sangaré, anciennement gouverneur de la région de Bougouni revient dans le commandement en qualité d'adjoint au chef d'État-major général des armées. Un atout de taille.

Le général Kéba Sangaré est un homme de terrain, un militaire qui est jugé très proche des troupes et très écouté d'elles. Pendant longtemps, il a été, au plus fort de la crise malienne, en étant coordinateur des opérations sur le théâtre des opérations, basé à Mopti.

Chef d'Etat-major de l'armée de terre, ce béret rouge est très respecté au sein de la troupe. Son arrivée marque, à n'en pas douter, une volonté de renouvellement de la stratégie militaire. "L'arrivée de Kéba Sangaré peut apporter de nouvelles idées et perspectives en matière de stratégie militaire, ce qui peut être essentiel pour adapter la lutte contre les groupes terroristes et les groupes armés qui menacent la sécurité du Mali", explique un spécialiste de la sécurité.

Pour notre interlocuteur, le général Kéba Sangaré, en sa qualité d'adjoint, est celui qui hérite du volet opération-

nel. “C’est donc une coordination améliorée. Le changement de leadership va favoriser une meilleure coordination entre les différentes branches de l’armée et surtout, une source de motivation des troupes”, examine-t-il.

Le leadership du général Kéba Sangaré va encourager l’innovation et la modernisation au sein des Forces armées et conduire à des améliorations dans les domaines de la logistique, de la formation, de l’équipement et de l’utilisation des nouvelles technologies. Ayant une grande expérience du terrain, il est, à n’en pas douter, le joker de l’armée.

Il connaît déjà le terrain. Les groupes terroristes et armés au Mali sont flexibles et s’adaptent constamment. Le général Kéba Sangaré apportera, à n’en pas douter, des ajustements stratégiques pour répondre aux évolutions de la menace sur le terrain.

Alexis Kalambry
Mali Tribune



Paix et cohésion sociale :

Les leaders des mouvements de la plateforme et les femmes du CSA chez le colonel-major Wagué

Le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le Colonel Major Ismaël Wagué, a reçu les leaders et représentants des mouvements de la Plateforme et de l’Inclusivité ainsi que les femmes du Comité de suivi de l’accord (CSA) le 25 octobre 2023. Cette rencontre avait pour principal objectif de réunir autour d’une même table les diverses tendances au sein de ces mouvements qui manifestaient leur volonté de se joindre à l’effort concerté des autorités de la Transition en vue de promouvoir la paix et de lutter contre le fléau du terrorisme.

Le ministre a profité de l’occasion pour réitérer «l’engagement indéfectible» du gouvernement envers le processus de paix et le rétablissement de la stabilité au Mali. Il a aussi tenu à souligner les «efforts substantiels» déployés par les autorités dans le cadre de la mise en œuvre de l’Accord pour la paix et la réconciliation nationale (APR). Les leaders de ces mouvements ont saisi cette opportunité pour réaffirmer leur détermination à collaborer étroitement et leur soutien à la vision politique et la mission de rallier l’ensemble des parties prenantes et des acteurs de la paix. Ils n’ont pas manqué de témoigner leur gratitude au ministre pour avoir réussi à réunir l’ensemble des parties, malgré les dissensions politiques internes qui prévalaient au sein de certains mouvements, parfois au sein du même groupe.

Quant aux femmes du Comité de suivi de l’accord (CSA), elles ont exprimé leur satisfaction quant à la tenue et au succès de cette rencontre qui leur a permis de faire entendre leur voix et de présenter leurs doléances au Ministre afin trouver «des solutions aux multiples défis» auxquels il faut faire face dans un contexte difficile car marqué par «une méfiance avérée et une réticence injustifiée de certains acteurs». Enfin, avant de lever la séance, le ministre Wagué a rappelé aux uns et aux autres que «pour la Paix, aucun sacrifice n’est de trop» !

Source : Le Matin



Mali: **Trois personnes interpellées pour trafic de drogue, 53 briques de chanvre indien saisies**

Les limiers du commissariat de police de Boulkassoumbougou, dirigé par le commissaire principal Drissa Samaké dit "Roger" et son adjoint, commissaire de police Barka Camara, ont mis aux arrêts ce lundi 1er novembre 2023, trois (03) individus pour trafic de drogue. Le butin saisi s'élève à (53) briques de chanvre indien.



En effet, l'efficacité des hommes n'est plus à démontrer et résulte de la Conviction agencée par le Directeur Général de la Police Nationale, Commissaire Général de Brigade Soulaïmane TRAORÉ, sous le leadership du Ministre de la Sécurité et de la Protection

Civile. De ce fait, la police reste déterminée à faire en sorte que la peur et l'insécurité soient dans le camp des malfaiteurs, en les traquant sans relâche.

Ainsi, sur la base de renseignements émanant d'une tierce personne désirant garder l'anonymat, de l'arrivée imminente en provenance du Ghana, d'une grande quantité de produits stupéfiants, une enquête a, dès lors, été ouverte dans le but de l'intercepter et interpellé le ou les auteurs.

Les investigations ont permis à l'équipe de la Brigade de Recherches dudit Commissariat dirigé par l'Adjudant-Chef Cheick O SIDIBE d'intercepter le camion remorque et d'interpeller son conducteur à Titibougou, en possession de (42) briques de chanvre indien.

Conduit au poste et interrogé sommairement, le mis en cause a affirmé que ces colis lui ont été remis au Ghana dans le but de les acheminer à Koutiala et livrer à son propriétaire. Il dénonça par la suite un de ses acolytes à Niamana qui a été interpellé à son tour.

Les investigations poussées ont permis l'interpellation à Koutiala d'un dernier complice, soit le propriétaire des colis, grâce au concours du Commissariat de Koutiala. Une perquisition effectuée dans leurs domiciles a permis la découverte et la saisie de (11) autres briques de chanvre indien. Au total, ce sont (53) briques de chanvre indien dont la valeur marchande est considérable. Au nombre de trois, ils ont été mis à la disposition de la justice pour déterminer leur sort.

Une fois de plus, la volonté de la Police à lutter efficacement contre la criminalité sous toutes ses formes et le démantèlement des réseaux mafieux, demeure sans équivoque à travers les nombreux coups d'éclat. Suivant les directives de ses Chefs hiérarchiques, le chargé du Commissariat et son adjoint appellent la population à plus de vigilance et de collaboration.

Cellule de communication de la police nationale du Mali

Coopération : Le PNUD assure le Mali de son soutien face aux défis du moment

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a reçu vendredi dernier (27 octobre 2023), une délégation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) conduite par Mme Ahunna Eziakonwa, sous-secrétaire générale Administrative adjointe et directrice du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, et M. Abdoulaye Mar Dieye, Secrétaire général adjoint de l'ONU et coordinateur spécial des Nations unies pour le développement au Sahel.

« Nous sommes là pour accompagner le Mali...Vous pouvez compter sur nous » ! C'est ainsi qu'on peut résumer la déclaration faite par M. Abdoulaye Mar Dieye [Secrétaire général adjoint de l'ONU et coordinateur spécial des Nations unies pour le développement au Sahel] à l'issue de l'audience accordée vendredi dernier [27 octobre 2023] à une délégation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Conduite par Mme Ahunna Eziakonwa, sous-secrétaire générale Administrative adjointe et directrice du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, Cette mission conjointe s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans les pays du Sahel pour discuter avec les autorités du repositionnement de l'agenda du développement des programmes en cours ou à initier.

Pour les hôtes du PM, «le Mali est devenu un laboratoire de reconquête de notre dignité et de la réinvention de la solidarité africaine». Un message auquel Dr Choguel Kokalla Maïga s'est dit très sensible surtout venant d'un représentant des Nations unies. Le Premier ministre a entrevenu ses hôtes sur le changement de paradigme opéré par le Mali. Il leur a rappelé trois principes gouvernant aujourd'hui la coopération avec le Mali à savoir, à savoir le respect de sa souveraineté, le respect de ses choix stratégiques et de partenaires, enfin, la prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien. Le chef du gouvernement, pour qui le destin de l'Afrique se joue aujourd'hui au Mali, a par la suite développé le processus qui a abouti au changement de régime dans notre pays.

«De la colonisation à l'expansion du terrorisme en passant par le prétexte de la démocratisation et les politiques impérialistes à géométrie et à géographie variables, le Premier ministre a administré une véritable leçon d'histoire à ses visiteurs qui l'ont assimilé à un cours magistral», a souligné la cellule de communication de la Primature dans son compte rendu de l'audience. «Inventez l'histoire», a martelé le PM en assurant ses hôtes que le Mali poursuivra son processus de reconquête de sa souveraineté partout où s'était installée la MINUSMA, y compris Kidal.

Naby
Le Matin





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Œuvre sociale

L'ambassade de Chine au Mali fait un don à l'Association des femmes du camp du Génie Militaire



La République populaire de Chine a récemment effectué une importante donation à l'Association des femmes du camp du Génie Militaire, par le biais de la Direction du Service Social des Armées. Cette donation, d'une valeur estimée à 20 millions de francs, a été présentée lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le mardi 7 novembre 2023, en présence de plusieurs personnalités militaires et civiles.

La donation se compose de ma-

chines à coudre de dernière génération, qui permettront aux bénéficiaires de développer des activités génératrices de revenus. Selon le Colonel-Major Bréhima Samaké, Directeur du Service Social des Armées, cette donation jouera un rôle essentiel dans la création d'ateliers de couture, tout en apportant un soulagement aux familles des militaires qui se dévouent jour et nuit pour défendre la patrie. Il souligne également que cette action contribuera à atténuer les conséquences

négatives des combats contre les forces du mal sur les familles.

Le Colonel-Major Bréhima Samaké exprime sa gratitude au nom du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, ainsi que du Chef d'État-Major Général des Armées, envers la République populaire de Chine. Il assure que cette donation sera utilisée de manière responsable et efficace.

De son côté, SEM Chen Zhihong, Ambassadeur de la République po-

pulaire de Chine au Mali, rend hommage aux militaires déployés sur le territoire malien pour préserver la souveraineté nationale et garantir la sécurité des Maliens et des ressortissants étrangers au Mali. Il explique que cette donation de machines à coudre est un geste de solidarité envers le peuple malien et une aide aux familles des Forces Armées Maliennes (FAMa) en difficulté.

SEM Chen Zhihong assure que l'Ambassade de Chine continuera à faire de son mieux pour soutenir la population malienne et contribuer à l'amélioration de leur vie.

Cette donation de la République populaire de Chine à l'Association des femmes du camp du Génie Militaire témoigne de l'importance de la coopération entre les deux pays et de leur engagement commun envers la sécurité et le bien-être des popu-

lations. Elle offre des perspectives prometteuses pour le développement des activités économiques des femmes bénéficiaires et contribue à renforcer les liens entre les forces armées des deux nations.

La déclaration de la Présidente de l'Association des femmes des Camps, Mme Nantoumé Fatoumata Doumbia, met en avant l'importance des relations entre la République populaire de Chine et le Mali. Selon Mme Nantoumé, le geste désintéressé de l'Ambassade chinoise démontre l'intérêt particulier que la Chine porte à la promotion des femmes maliennes en général, et des femmes militaires en particulier. Mme Nantoumé a exprimé sa gratitude envers la généreuse donation de l'Ambassade chinoise, soulignant que cette contribution permettra de moderniser leur atelier de couture et de le rendre l'un des plus avancés

de la capitale. Cette donation va probablement permettre à l'Association des femmes des Camps d'améliorer ses activités de couture et de fournir des opportunités de développement aux femmes maliennes, en particulier celles qui sont impliquées dans le secteur militaire.

Cette déclaration met en évidence l'importance des relations bilatérales entre la Chine et le Mali, en soulignant l'engagement de la Chine à soutenir la promotion des femmes dans le pays. Elle témoigne également de l'impact positif que de telles initiatives peuvent avoir sur les communautés locales, en renforçant les capacités et les opportunités des femmes maliennes dans différents domaines, y compris la couture.

■ La rédaction

AG de l'AMRTP : De nouveaux textes pour régir la structure !

L'Autorité malienne de régularisation des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication et des postes (AMRTP) a organisé le mardi 7 novembre 2023 une assemblée générale extraordinaire de l'Assemblée des régulateurs de télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO) à l'Hôtel Azalai-Bamako. L'objectif était d'adopter les statuts révisés de l'Autorité des régulateurs de télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO).

Les délégués des pays membres de l'ARTAO et les responsables des différentes structures de communication procéderont à l'adoption des statuts révisés de l'ARTAO du 7 au 8 novembre 2023. Pour la deuxième fois cette année 2023, le Mali a l'honneur de recevoir les membres de

cette organisation communautaire.

Dans son intervention, Saidou Pona Sankaré, président de l'AMRTP, a salué la tenue de cette assemblée extraordinaire. «Il y a plus de deux décennies, en tant qu'autorités de régulation, nous avons mené avec détermination, en collaboration avec les hautes autorités de nos États respectifs, le processus de libéralisation du secteur des communications, des TIC et des postes. Si à l'origine nos ambitions étaient de développer les services traditionnels des télécommunications tels que la voix (fixe et mobile) et les SMS, de nos jours, les évolutions technologiques ont donné au secteur une nouvelle dimension, une envergure plus large, le plaçant au carrefour de toutes les activités socio-économiques», a-t-il déclaré.

Le président de l'AMRTP précise que le téléphone classique est potentiellement, voire pratiquement, une banque, une radio, une télévision, un magasin, etc. «En d'autres termes, notre secteur est le fondement de l'économie numérique. Être en mesure, en tant qu'État, de s'occuper professionnellement des télécommunications, des postes et des TIC, qui intéressent de près ou de loin toutes les couches socio-économiques de nos pays, est un privilège exigeant de chacun de nous un engagement total. Les objectifs de ces réformes visent à optimiser les capacités de nos autorités de régulation pour renforcer l'accès démocratique aux services de télécommunications et soutenir le secteur de l'économie nationale. Nous sommes l'un des acteurs majeurs de cette révolution. Cependant, le défi consiste non



seulement à s'adapter, mais aussi à anticiper les évolutions auxquelles notre secteur est et sera confronté. En plus de l'adoption de nos statuts, le comité souhaite vous informer des activités confiées lors de la 20ème assemblée générale annuelle qui s'est tenue ici à Bamako en mars de cette même année 2023.» Ce qui vous permettra, avant la 21ème assemblée générale, de recevoir le rapport d'avancement du programme d'activités à mi-parcours. Nous sommes convaincus que nous ferons un pas décisif vers des textes plus adaptés et modernes, prenant

en compte l'évolution du secteur ainsi que les préoccupations des différentes parties prenantes : nos États, nos concitoyens utilisateurs », a-t-il ajouté.

En prenant la parole, Alhamdou Ag Ilyenne, ministre de la Communication, de l'Économie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, a replacé l'événement dans son contexte. « Nous vivons dans un monde hautement numérique, où rien n'est possible sans ces nouvelles technologies et les TIC. Nous le répétons sans cesse, le secteur

des télécommunications est sans aucun doute celui qui interagit le plus avec d'autres secteurs tels que les finances, les échanges commerciaux, l'éducation, les jeux et la sécurité, entre autres. Il est le secteur qui compte le plus grand nombre d'utilisateurs de services. Notre secteur se trouve aujourd'hui à la croisée de plusieurs autres secteurs et, avec l'émergence des données, il continue d'élargir ses domaines d'intervention illimités », a-t-il souligné.

■ Ibrahim Sanogo

www.malikile.com

Rapport annuel 2022 du BVG remis au président Assimi Goïta : 22 dossiers transmis au procureur

Le Vérificateur général Samba Alhamdou Baby a solennellement remis son rapport annuel 2022 au président de la Transition, le vendredi dernier à Koulouba.



Acette occasion, le Vérificateur général a soutenu que “les actions vigoureuses de lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière engagées, se concrétisent de jour en jour et consolident la refondation de l’Etat”, avant d’ajouter qu’en 2022, il a réalisé 36 missions qui se répartissent en 23 vérifications financières et de conformité, 3 vérifications de performance, 8 vérifications de suivi des recommandations

et 2 évaluations de politiques publiques.

“Sur le dix-sept dossiers dénoncés au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Commune III du district de Bamako, chargé du Pôle économique et financier, huit ont fait l’objet d’ouverture d’enquête et se trouvent au niveau de la brigade économique et financière et les neuf autres sont en cours de traitement. Les deux

dossiers dénoncés au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Kayes chargé du Pôle économique et financier sont en cours de traitement ; les trois dossiers dénoncés au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Mopti, chargé du Pôle économique et financier, sont également en cours de traitement”.

En retour, Assimi Goïta a exprimé “toute notre fierté pour le travail

abattu qui vous a permis de mettre en exergue les dysfonctionnements et les faiblesses constatés dans la gestion publique des entités ayant fait l'objet de vos vérifications et évaluations publiques en 2022".

Le chef de l'Etat a ajouté qu'il "apprécie et encourage la synergie d'actions avec les autorités judiciaires et la direction générale du Contentieux de l'Etat dans le cadre de la lutte contre la corruption".

En ce qui concerne les transmissions et dénonciations en 2022, le Végal a transmis 21 dossiers au président de la Section des comptes de la Cour suprême et dénoncé 22 dossiers aux procureurs de la République près les Tribunaux de grande instance de la Commune III du district de Bamako, de Kayes et de Mopti, chargés des Pôles économiques et financiers.

Des exemplaires des 22 dossiers ont été transmis au directeur général du Contentieux de l'Etat pour suivi et défense des intérêts de l'Etat.

Par ailleurs, le président de la Section des comptes de la Cour suprême a communiqué par écrit au Bureau la situation des suites judiciaires des transmissions reçues. A ce niveau, cinq dossiers ont été déferés au Parquet général de la Cour suprême et onze ont fait l'objet d'examen par les chambres de la Section des comptes dont deux par la Chambre de contrôle et de jugement des comptes des organismes personnalisés ; huit par la Chambre de contrôle et de jugement des comptes des collectivités territoriales ; un par la Chambre de contrôle et de jugement des opérations financières des institutions de la République et des administra-

tions de l'Etat et cinq sont en instruction par les conseillers rapporteurs devant lesquels comparaissent les personnes poursuivies.

Ces résultats sont le fruit des rapports synergiques entre les autorités judiciaires et le Bureau, suite notamment à l'adoption et à la promulgation de la nouvelle loi régissant le Vérificateur général.

Après cette cérémonie solennelle, le Vérificateur général remettra dans les jours à venir son rapport annuel 2022 au Premier ministre, chef du gouvernement et au président du Conseil national de Transition. Il le présentera aussi au président de la Cour suprême.

Source
■ Cellule de Communication du BVG
Mali Tribune

La poste du Mali : Plus de 540 millions FCFA croqués en 3 ans de gestion

Les fouilles « archéologique-financières » réalisées à la Poste du Mali par le Bureau du Vérificateur général est sans appel : adoption de l'organigramme de la Poste avec des insuffisances par le Conseil d'Administration et non disposition par la Direction de la Poste d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières à jour. Auxquels s'ajoutent, des sorties fictives de plomb pour un montant de 4 573 680 FCFA et le non reversement des retenues fiscales d'un montant de 535 980 236 FCFA. Autant de pratiques qui selon le vérificateur ont précipité la Poste du Mali dans l'abîme. Avec à la clé, plus de 540 millions [540 553 916F] de francs CFA qui ont pris une destination, jusque-là, encore inconnue en trois ans de gestion. Soit les exercices 2019, 2020, 2021 et 2022.

Décidemment, le PDG de la Poste du Mali, M. Ibrahima Haïdara et sa bande sont mal barrés. Le gouffre financier creusé au niveau de cette structure dépasse l'entendement. D'où la paralysie de la structure à tous les niveaux. Ou presque. Pire, le service ne procède pas au paiement régulier des cotisations sociales.

En clair, la Poste du Mali dans son histoire n'a jamais connu une telle

hémorragie financière. Pire, il n'a jamais été confié à une personnalité, aussi controversée que M. Ibrahima Haïdara, nommé le 2 mai 2018. Pendant 3 ans, les caisses ont coulé. Comme le fleuve Niger dans son lit. Les irrégularités financières sont comptabilisées en plusieurs centaines de millions : plus de 540 millions de nos francs.

La poste du Mali n'a pas seulement perdu de sa superbe. Elle a été vi-

dée de son âme, vendue au diable. Et jusqu'aujourd'hui, son PDG Ibrahima Haïdara n'affiche qu'une image de ruine et de désolation. Et pour cause : jamais, la mauvaise gouvernance au sein de ce service n'a atteint un tel degré.

La poste du Mali à vau-l'eau

Jugée, pourtant, stratégique dans la politique de l'Etat dans la distribution des courriers, des colis et dans



le transfert d'argent, la Poste du Mali n'a pas échappé à l'appétit vorace de ses responsables. Par petite touche, ils ont « sucé » les caisses, érigés le népotisme en mode de gestion. L'espoir tant suscité auprès du gouvernement, a viré au cauchemar. Un flop magistral.

La mission de vérification financière

à la Poste du Mali a examiné les opérations de recettes et de dépenses des exercices 2019, 2020, 2021 et 2022. Les travaux de vérification ont fait ressortir des insuffisances au niveau de la mobilisation des ressources et au niveau de l'exécution des dépenses. Elle a également permis de passer en revue le cadre institutionnel des activités postales

et d'analyser les rôles et responsabilités des acteurs dans les domaines de la gouvernance, de la réglementation et de la régulation.

Dans le cadre de la relance de la Poste, ces acteurs que sont le Ministère de Tutelle, l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications, des NTIC et des Postes, le Ministère chargé des Finances et le Conseil d'Administration ont de grands rôles à jouer notamment dans les domaines de l'apurement du passif, la recapitalisation de la Poste, l'élaboration et le contrôle de l'application de la réglementation postale ainsi que la régulation du secteur postal.

Par ailleurs, il est à noter que la fonction de PCA des EPIC est assurée par le PDG Ibrahima Haïdara. Cette pratique, quoique consacrée par la réglementation en vigueur, affecte la qualité du contrôle des EPIC. Ainsi, le cumul des fonctions de gestion et de contrôle entre les mains du PDG affecte la qualité de la gouvernance de la Poste du Mali.

Des irrégularités financières à la Pelle

Le montant total des irrégularités financières à la Poste du Mali s'élève à 540 553 916 FCFA.

Le Magasinier de la Poste n'a pas justifié des sorties de plomb. Afin de s'assurer de la réalité des achats effectués par le Directeur des Moyens Généraux (DMG), l'équipe de vérification a procédé aux entrevues avec le DMG, le Magasinier, le Chef du Service Approvisionnement, le Directeur Financier Comptable (DFC), les services utilisateurs de plomb que sont le Centre des colis postaux et le Centre de traitement des lettres. Elle a examiné les pièces justificatives des achats et les bons de sortie du magasin. Elle a également effectué des travaux d'inventaire au niveau du magasin.

A la suite de ces travaux, l'équipe de vérification a constaté que le magasinier n'a pas pu justifier la sortie de plomb. En effet, pour des achats

de 240 kg de plomb d'un montant de 4 976 480 FCFA, mis en magasin, l'équipe de vérification, après inventaire n'a constaté qu'un stock de 20 kg évalué au prix moyen unitaire de 20 140 FCFA pour une valeur totale de 402 800 FCFA alors qu'aucun bon de sortie n'existe pour les quantités manquantes. La valeur du stock de plomb non justifiée est de 4 573 680 FCFA.

Plus grave, le PDG Ibrahim Haïdara n'a pas fait procéder au reversement des retenues fiscales aux services des impôts. Ainsi, pour s'assurer que La Poste procède à la retenue des impôts (ITS, CF, TL, TVA) et leur reversement au service des Impôts, l'équipe de vérification a procédé aux entrevues avec le PDG, le DFC, le chargé du suivi du passif. Elle a examiné des bulletins de salaires, les déclarations fiscales des exercices de la période sous revue et la situation des impayés d'impôts fournie par la Poste.

A la suite de ces travaux, l'équipe de vérification a constaté que durant la période sous revue, le PDG Ibrahim Haïdara n'a pas reversé de l'impôt sur le traitement et salaire, de la contribution forfaitaire, de la taxe de logement et de la taxe sur la valeur ajoutée. Ainsi, le montant total de la dette fiscale de la Poste du Mali, au 31 décembre 2022 s'élève à 535 980 236 CFA.

En outre, précisent les enquêteurs, de nombreuses anomalies administratives affectent la gestion de la Poste du Mali. Celles-ci vont de

l'adoption par le Conseil d'Administration de l'organigramme de la Poste avec des insuffisances ; la non tenue par le Conseil d'Administration de la Poste de procès-verbaux et de registre de consignation et le refus du Conseil d'Administration de mettre en œuvre la procédure d'alerte suite à la dégradation de la situation financière de la Poste.

Et comme si ces irrégularités ne suffisaient pas, la Direction Générale de la Poste du Mali ne dispose pas d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières à jour. Non plus, elle n'a pas régularisé les arriérés d'avancement de salaires, droits et avantages dus aux salariés et ayants droits. Pire, la Direction de la Poste ne procède pas au paiement régulier des cotisations sociales et ne tient pas de comptabilité analytique. Aussi, l'organisation comptable de LA POSTE ne permet pas au Directeur Financier et Comptable de faire un suivi régulier de la comptabilité des receveurs de Postes. De même, la Direction Financière et Comptable de la Poste ne tient pas de comptabilité régulière. Enfin, le Service d'audit interne de la Poste n'est pas organisé conformément aux normes d'audit interne et la Direction des Moyens Généraux ne respecte pas les procédures d'achat par Demande de Cotation et par Demande de Renseignement et de Prix à compétition Restreinte.

En bloc, la gestion de la Poste du Mali est comparable à celle d'une épicerie. D'où une saignée financière

de plus de 540 millions FCFA pendant les exercices 2019, 2020, 2021 et 2022.

Bref, la Poste du Mali a été sacrifiée sur l'autel d'intérêts égoïstes. Autrement dit, la caisse de la structure a subi une saignée financière de plusieurs centaines de millions de francs CFA.

En réalité, cette mauvaise gestion est le fruit d'un système bien huilé, mis en place par le « prince » de la Poste.

Selon ce système, les responsables de la structure veillent aux « bons soins » de leurs pots et de leur propre personne: enveloppes de fin du mois, marché de gré à gré, bon de carburant à gogo, voyages sur la Côte d'Azur et autres cadeaux en nature. Du moins, s'ils veulent éviter les « ennuis ».

Face à de telles pratiques qui ont occasionné un trou de plus de 540 millions de francs CFA dans la caisse de la Poste, le Vérificateur, a transmis une dénonciation de faits au Président de la Section des Comptes de la Cour Suprême et au Procureur de la République chargé du Pôle National Economique et Financier relativement, aux sorties fictives de plomb pour un montant de 4 573 680 FCFA et au non reversement des retenues fiscales d'un montant de 535 980 236 FCFA. Depuis, les responsables de la Poste du Mali ne dorment plus que d'un œil.

■ **Youssef Traoré**

Source: Nouveau Reveil

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



APPEL
GRATUIT

80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Retrait de la Minusma : Dix ans de présence, quel bilan ?

Dans moins de deux mois, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) va complètement quitter le Mali à la demande des nouvelles autorités. Après dix ans de présence sur le sol malien, difficile de dresser un bilan. Certains estiment qu'il est controversé.

La Minusma est une opération de maintien de la paix des Nations unies au Mali. Elle a été créée le 25 avril 2013 par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette mission onusienne prend le relais de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (Misma) à partir du 1er juillet 2013. Elle intervient dans le cadre de la guerre du Mali et est la composante principale des sillages de l'intervention militaire française au Mali.

Lors de sa création, la Minusma est autorisée à prendre toutes les mesures requises pour s'acquitter des missions suivantes ; à savoir : la stabilisation de la situation dans les principales agglomérations et la contribution au rétablissement de l'autorité de l'Etat dans tout le pays ; la contribution à l'application de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national et le processus électoral ; protéger les civils et du personnel des Nations unies ; promouvoir et défendre les droits de l'Homme ; soutenir l'action humanitaire ; appuyer la sauvegarde du patrimoine culturel et l'action en faveur de la justice nationale et internationale.

Au total, la Minusma comptait 61 Etats contributeurs, 12 789 éléments, dont 1774 policiers, 661 civils locaux et 740 civils internationaux.

Au fil des ans, le champ des missions de la Minusma n'aura de cesse de s'élargir. Mais après les coups d'Etat d'août 2020 et de mai 2021, les critiques se multiplient contre la mission onusienne. Les autorités maliennes ont affirmé que la Minusma semble devenir une partie du problème en alimentant



les tensions intercommunautaires exacerbées par des allégations d'une extrême gravité et qui sont fortement préjudiciables à la paix, à la réconciliation et à la cohésion nationale.

Le 30 juin, à la demande de Bamako, le Conseil de sécurité a mis un terme à la présence de la Minusma. Le retrait des Casques bleus a débuté le 1er juillet et doit se poursuivre jusqu'au 31 décembre de cette

année. La Minusma a commencé à se désengager dans plusieurs zones au nord du Mali. La dernière en date, c'est Kidal, le fief des rebelles indépendantistes.

Quel bilan après 10 ans de présence au Mali ?

Sur cette question, les Maliens sont divisés. Pour certains citoyens, surtout ceux du Nord, où la mission onusienne était fortement présente, le bilan de la Minusma est satisfaisant parce qu'il a offert un emploi direct à plus de 10 000 hommes et femmes dans toutes les régions du Nord et une partie du Centre du pays.

Pour les autres, en dix ans de présence, la Minusma s'est considérablement embourbée au Mali avec un résultat mitigé comme la force française Barkhane.

Analystes et observateurs restent formels : la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali Minusma reste la mission la plus meurtrière de l'histoire des opérations de maintien de la paix des Nations unies avec 159 pertes en vie humaines.

Micro-trottoir :

Ce que les Maliens pensent du retrait de la Minusma

Dans ce micro-trottoir, les Maliens s'expriment sur le retrait de la Minusma prévue pour cette fin d'année.

Aliou Maïga (société civile Gao) :

“Pour moi, le gouvernement de Transition aurait dû attendre l'organisation des élections générales et ensuite demander le retrait de la Minusma dans des meilleures conditions que celles que nous constatons sur le terrain avec le refus des autorisations de vol pour évacuer les personnels de cette force onusienne”.

Fatoumata Touré (association féminine de Gao) :

“Ce retrait de la Minusma a déjà commencé à avoir des répercussions sur la vie socio-économique dans la ville de Gao. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs de la Minusma sont déjà en chômage. Et à Gao la vie commence à tourner au ralenti,

l'argent se fait rare. Pour l'instant, l'Etat ne fait rien pour accompagner ces personnes qui ont perdu leur travail à cause du départ de la Minusma”.

Tidiane Togo (enseignant et partisan farouche de la Transition) :

“C'est indéniable, la Minusma est la source de nos problèmes ces dix dernières années. Pour moi, son retrait aurait dû être acté depuis mai 2021 avec la rectification de la trajectoire de la Transition”.

Oumar Traoré (activiste) :

“En trois ans de Transition, les autorités transitoires ont fait de la Minusma leur bouc-émissaire en montant une propagande pour dire à l'opinion publique malienne que tous les maux du Mali, c'est la Minusma. Pour moi, ce retrait des casques bleus des Nations unies ne va rien changer dans nos problèmes. D'ailleurs, ce n'est pas la Minusma qui vole le carburant de l'EDM”.

Dossier réalisé par
Ousmane Mahamane
Mali Tribune

Conseil des maliens du Sénégal : Un nouveau bureau mal élu

C'est à travers une correspondance en date du 30 octobre 2023 que des responsables d'Association de ressortissants maliens au Sénégal ont tenu à informer le ministre en charge des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine sur les conditions de mise en place du nouveau bureau du Conseil des Maliens du Sénégal. Ils demandent sa révocation sous peine de poursuivre cette affaire devant les tribunaux.

Ces Maliens du Sénégal sont regroupés au sein de plusieurs associations comme Al Bilaly Soudan, Faso Kanu, Narhawa, Ressortissants du cercle Goundam, Guédji Gourma, Cafo et Askia Mohamed, toutes enregistrées à l'ambassade du Mali au Sénégal.

Dans leur correspondance adressée

au ministre de tutelle, ils dénoncent avec la plus grande indignation les conditions dans lesquelles une délégation du Haut conseil des Maliens de l'extérieur conduite par Mahamadou Camara, secrétaire exécutif et Salia Kanté a procédé à un semblant de renouvellement du bureau du Sénégal.

Face à cet état de fait, ils demandent purement et simplement son annulation. Pour eux, ces pratiques d'un autre âge sont aux antipodes des valeurs républicaines et de bonne conduite pour une nation qui se veut en redressement. Elles n'honorent ni ses auteurs ni la République et ses valeurs.



Les faits

“Réunis en assemblée générale élective à l’ambassade du Mali le 28 octobre 2023 afin de désigner les hommes et les femmes pour conduire les destinées pour les cinq prochaines années au sein du Haut conseil des Maliens du Sénégal, nous n’avons eu droit qu’à la lecture d’une décision du président du Haut conseil Habib Sylla par laquelle il nous informe avoir désigné Salia Coulibaly, ancien secrétaire général du bureau de Dakar, pour remplacer Almadane Ibrahima Touré, président sortant”, ont-ils fait savoir.

Avant de poursuivre : “N’eut été la sagesse des responsables, le sang allait couler en grande quantité. Pourtant, les textes du Haut conseil sont clairs à ce sujet. Le Haut conseil

régi par des textes, notamment les statuts et règlement intérieur, adoptés par l’ensemble des conseils de base en conférence (ceux en vigueur datant de 2021) est la seule habilitée à proposer, amender et réviser après approbation”.

Ainsi, ont rappelé les responsables de l’Association, il paraît clairement dans les textes notamment les statuts en son article 26 que l’assemblée générale est l’instance de décision et d’orientation du HCM-Pays. L’assemblée élit en son sein le bureau du HCM-Pays et adopte son programme d’activités.

Pour les pays où les Maliens ne sont pas regroupés en différentes associations ou lorsque les associations sont frappées de dysfonctionnement constaté par le HCM, l’élection du bureau de HCM-

Pays se fait au suffrage universel direct.

Et de préconiser : “Il est impératif que la justice soit rendue de manière équitable, en respectant les procédures légales, celles qu’on s’est librement fixées pour préserver la confiance du public... Il est essentiel que le pouvoir central prenne des mesures pour garantir la résolution juste et équitable des problèmes auxquels les Maliens de l’extérieur sont confrontés et en respectant les droits de toutes les parties impliquées”.

Du reste, ils décident de poursuivre cette affaire devant les tribunaux pour que, l’impunité ne soit plus la règle.

AKA Correspondance particulière
Mali Tribune

Arts et culture : Hommage aux hommes et femmes primés entre 2022 et 2023

Le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme a organisé une cérémonie d'hommage aux acteurs de ces secteurs primés en 2022 et 2023. Cet événement s'est déroulé vendredi dernier (3 novembre 2023) au Mémorial Modibo Keita. La cérémonie a été présidée par M. Andogoly Guindo ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme.



Permettre au ministre l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme de rendre un vibrant hommage aux différents acteurs de la culture malienne qui ont honoré le pays à travers différents prix remportés courant 2022 et 2023 au Mali et en dehors du pays ! Tel était l'objectif principal de la cérémonie organisée vendredi dernier (3 novembre 2023) par le département au Mémorial Modibo Kéita à Bamako.

Au cours de cet événement, une cinquantaine de trophées remportés dans différents domaines de la culture au Mali et dans le monde par les acteurs culturels et artistiques maliens ont été présentés au ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, M. Andogoly Guindo. Parmi ces différents secteurs de la

culture, il y avait, entre autres, le cinéma, la gastronomie, le théâtre et la musique, la littérature, la poésie, la photographie et la vidéo, l'invention et l'innovation...

La manifestation a dérogé à la tradition des cérémonies officielles au cours desquelles les officiels sont tenus de prononcer un discours. Le ministre Andogoly Guindo a donc mis de côté son discours pour faire place à l'émotion et à la joie de l'improvisation. Au nom du président de la transition, Colonel Assimi Goïta ; du Premier ministre ; de ses collaborateurs et en son nom propre, il a salué et remercié les lauréats qui ont porté la réputation et le flambeau du Mali à l'échelle internationale et aussi pour leur travail magnifique qui a permis à ces différents artistes de remporter ces prix.

«Je voudrais vous rassurer que personne n'est et ne sera oubliée», a assuré M. Guindo. «On n'est jamais prophète chez soi. Ainsi, à l'international, votre travail est magnifié, la reconnaissance vous est dédiée. Mais souvent, à l'intérieur, vous avez comme le sentiment d'être oublié», a-t-il souligné. Cette cérémonie a été marquée par une forte présence d'acteurs culturels et des chefs d'association et de fédérations culturelles qui ont salué cette belle initiative. Ils ont exhorté le ministère de tutelle à pérenniser cette noble initiative. «Cette édition ne sera sûrement pas la dernière», a promis le ministre de l'Artisanat, de la Culture et de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, M. Andogoly Guindo.

Sory Diakité

Source : Le Matin

Arabo-africain prévu à Ryad

L'Arabie saoudite rejette la présence du « Polisario » et reporte la date de l'évènement

Le royaume d'Arabie Saoudite vient d'annoncer le report à une date ultérieure, du 5ème sommet arabo-africain qui était initialement prévu samedi prochain dans la capitale saoudienne, Ryad, sans donner de plus amples précisions sur les raisons de cet ajournement.



L'ambassade d'Arabie Saoudite à Addis-Abeba a adressé une lettre officielle estampillée «Très urgent» à la Commission de l'Union Africaine (UA), pour l'informer de la décision du report du 5ème sommet arabo-africain, sans dévoiler les raisons de ce report.

Mais des sources bien informées ont révélé que le Maroc et ses alliés au sein de la Ligue Arabe et de l'Union africaine se sont opposés à toute participation au sommet

prévu à Ryad, du front Polisario, une organisation terroriste soutenue et financée par l'Algérie et l'Iran. Il s'agit notamment des dirigeants du Royaume d'Arabie saoudite, pays hôte, du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki et des Iles Comores qui assurent la présidence tournante de l'Union Africaine.

Les mêmes sources précisent que compte tenu des ses solides liens fraternels avec le Maroc, l'Arabie

saoudite rejette catégoriquement toute participation de cette entité fictive dépourvue de la moindre légitimité internationale à un sommet qui se tient sur son territoire, notant que la présence de cette «entité» au sommet de Ryad, contredit la morale et les valeurs humaines.

D'ailleurs le Royaume wahhabite a toujours soutenu l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc et sa souveraineté sur l'ensemble de son

territoire y compris ses provinces sahariennes du Sud.

De son côté, le ministère saoudien des Affaires Etrangères a annoncé dans un communiqué, qu'«après concertation avec le secrétariat général de la Ligue des Etats Arabes et la commission de l'Union Africaine et dans le souci d'éviter que les développements politiques

en cours dans la région n'influent sur le partenariat arabo-africain axé sur le volet du développement économique, il a été décidé de reporter la tenue du 5ème sommet arabo-africain à une date qui sera fixée ultérieurement».

Ce report s'explique également par les tragiques événements en cours à Gaza qui ont conduit à réunir à

Ryad, un sommet arabe extraordinaire et un sommet islamique qui seront consacrés à l'examen de la crise actuelle et à ses graves conséquences humanitaires et à la recherche de solutions à cette crise, ajoute le communiqué.

Source : agenceafrique

Après presque un mois de guerre entre Israël et le Hamas

Les 5 nouvelles réalités qui émergent

Personne ne connaît toute l'histoire. C'est l'une des premières choses qu'il faut comprendre à propos des rapports, des analyses et des commentaires publiés depuis les attaques du Hamas du 7 octobre.

Non seulement il est difficile – comme toujours dans ces cas-là – de percer le brouillard de la guerre pour découvrir ce qui se passe sur le terrain, mais les nouvelles dynamiques du conflit entre Israéliens et Palestiniens n'ont pas encore pris forme.

Les événements continuent d'évoluer rapidement. Les craintes d'une extension de la guerre sont fondées. Les nouvelles réalités du Moyen-Orient sont là, mais leur forme et leur évolution dépendent de la façon dont cette guerre se déroulera pendant le reste de l'année et probablement au-delà.

Voici ce que nous savons et ce que nous ignorons. La liste n'est pas exhaustive. Certains se sont moqués de Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense lors de l'invasion de l'Irak en 2003, lorsqu'il a parlé de "faits inconnus que nous ne connaissons pas". Mais dans cette partie du monde, comme dans toutes les autres, ces faits existent, et lorsqu'ils apparaissent,

ils peuvent faire une grande différence.

1. DEFAIRE LE HAMAS

L'une des certitudes est que les Israéliens soutiennent la campagne militaire visant à mettre fin au pouvoir du Hamas et de son partenaire, le Jihad islamique, à Gaza. Leur colère est le résultat du choc provoqué par les attaques du Hamas, l'assassinat de plus de 1 400 personnes et le fait que quelque 240 otages sont toujours enlevés à Gaza.

J'ai rencontré Noam Tibon, un général de l'armée israélienne à la retraite, pour savoir comment il s'est rendu avec sa femme à Nahal Oz, un kibboutz situé à la frontière avec Gaza, après l'attaque du Hamas le 7 octobre. Sa mission, qu'il a accomplie avec succès, était de sauver son fils, sa belle-fille et ses deux jeunes filles qui s'étaient réfugiés dans sa chambre forte tout en écoutant les militants du Hamas qui se promenaient à l'extérieur.

Bien que Tibon soit à la retraite, il a l'air en pleine forme à 62 ans. Armé d'un fusil d'assaut et d'un casque récupéré sur un soldat israélien mort, il s'est retrouvé à la tête d'un groupe de soldats rassemblés dans le chaos de cette journée, nettoyant le kibboutz et sauvant la vie de sa famille et de nombreuses autres personnes.

Le général était un officier israélien de la vieille école, qui parlait ouvertement.

"Aucune nation n'acceptera que son voisin massacre des bébés, des femmes ou des civils. Tout comme vous (les Britanniques) avez écrasé votre ennemi pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est ce que nous devons faire à Gaza. Sans pitié".

Qu'advient-il, ai-je demandé, des civils palestiniens innocents qui sont assassinés ?

"Malheureusement, c'est ce qui se passe. Nous vivons dans un quartier difficile et nous devons sur-



vivre... nous devons être durs. Nous n'avons pas le choix", a-t-il répondu.

De nombreux Israéliens partagent ce sentiment : la mort de civils palestiniens est regrettable, mais elle est la conséquence des actions du Hamas.

9 éléments pour comprendre la guerre palestino-israélienne et le conflit complexe au Moyen-Orient
26 octobre 2023

2. DES MORTS, BEAUCOUP DE MORTS

Il est également évident que l'attaque d'Israël contre le Hamas provoque de terribles effusions de sang. Le dernier bilan palestinien fourni par le ministère de la santé

de Gaza, dirigé par le Hamas, dépasse les 9 000 morts, dont environ 65 % sont des enfants et des femmes.

On ignore combien d'hommes tués étaient des civils ou combattaient pour le Hamas ou le Jihad islamique. Le président américain Joe Biden et les Israéliens ont mis en doute les chiffres du ministère. Cependant, lors des conflits passés, les organisations internationales ont accepté les statistiques des victimes palestiniennes comme étant bonnes.

Comment deux enfants de 4 ans ont été tués et comment les médias sociaux l'ont nié
27 octobre 2023

Ce chiffre s'approche rapidement d'un triste record : l'ONU estime que quelque 9 700 civils sont morts

en Ukraine depuis l'invasion russe à grande échelle qui a débuté il y a 21 mois.

Certains des Palestiniens tués sont peut-être membres du Hamas. Mais même s'ils atteignent 10 %, ce qui est peu probable, cela signifie qu'Israël est sur le point de tuer autant de civils palestiniens en un peu plus d'un mois que la Russie en Ukraine depuis février 2022.

[L'ONU indique que ses données sur l'Ukraine sont incomplètes et que le nombre réel de civils tués est probablement plus élevé, tandis qu'à Gaza, le nombre de morts est également probablement plus élevé, car de nombreux Palestiniens seraient enterrés sous les décombres].

Le bureau des droits de l'homme des Nations unies a averti que les frappes aériennes israéliennes ont tué et blessé un si grand nombre de civils qu'il craint sérieusement qu'elles ne soient disproportionnées et qu'elles ne constituent des crimes de guerre.

Dès les premiers jours qui ont suivi les attaques du Hamas, le président Biden a soutenu la décision d'Israël de recourir à la force militaire pour chasser cette organisation extrémiste du pouvoir. Mais il a également précisé qu'il devait le faire "de la bonne manière", c'est-à-dire en respectant les lois de la guerre pour protéger les civils.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken est arrivé à Tel-Aviv ce vendredi. Avant de partir, il a déclaré : "Quand je vois un enfant palestinien – un garçon ou une fille – extrait des décombres d'un immeuble effondré, cela me touche autant que de voir un enfant d'Israël ou d'ailleurs.

J'ai rendu compte de toutes les guerres menées par Israël au cours des 30 dernières années. Je ne me souviens pas d'une administration américaine ayant déclaré aussi explicitement qu'Israël devait respecter les lois de la guerre. La visite de Blinken suggère que les États-Unis pensent qu'Israël ne suit pas les conseils de Biden.

3. UNE ENORME PRESSION SUR NETANYAHOU

Une autre chose dont nous sommes sûrs, c'est que Benjamin Netanyahu est soumis à une pression énorme.

Contrairement aux chefs de l'armée et de la sécurité israéliennes,

le premier ministre israélien n'a accepté aucune responsabilité personnelle dans la série d'erreurs désastreuses qui ont laissé les communautés frontalières israéliennes pratiquement sans défense le 7 octobre.

Dimanche dernier, le 29 octobre, il a fait sensation en publiant un tweet accusant les services de renseignement. M. Netanyahu a supprimé le message et présenté ses excuses.

Trois Israéliens – un ancien négociateur de paix, l'ancien chef du Shin Bet (l'agence israélienne de renseignement intérieur) et un entrepreneur en technologie – ont publié un article dans le magazine Foreign Affairs dans lequel ils affirment que M. Netanyahu ne devrait pas être impliqué dans la guerre et la suite des événements. Le premier ministre israélien a des partisans fidèles, mais il a perdu la confiance d'éminentes personnalités de l'armée et de la sécurité israéliennes.

Noam Tibon, le général à la retraite qui s'est frayé un chemin jusqu'au kibboutz Nahal Oz pour sauver sa famille, compare M. Netanyahu à Neville Chamberlain, le premier ministre britannique qui a été contraint de démissionner en 1940 et a été remplacé par Winston Churchill.

Tibon m'a avoué : "C'est le plus grand échec de l'histoire de l'État d'Israël. C'est un échec militaire. Un échec sur le plan du renseignement. Et c'est l'échec du gouvernement, qui est le véritable responsable. Et c'est à lui qu'incombe toute la responsabilité. "C'est lui, le Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui en est responsable. Il est responsable du plus grand échec de l'his-

toire d'Israël".

4. STATU QUO ROMPU

Il est également clair que l'ancien statu quo a été détruit. Il était inconfortable et dangereux, mais il semblait maintenir une certaine stabilité. Depuis que le dernier soulèvement palestinien s'est éteint vers 2005, un schéma s'est dessiné, dont Netanyahu pensait qu'il pourrait se poursuivre indéfiniment. Il s'agissait d'une illusion dangereuse pour toutes les parties concernées, Palestiniens comme Israéliens.

L'approche consistait à dire que les Palestiniens n'étaient plus une menace pour Israël, mais plutôt un problème qu'il fallait gérer. Les outils disponibles comprenaient la stratégie de la carotte et du bâton, ainsi que la vieille tactique du "diviser pour régner".

L'histoire de la guerre d'Israël à Gaza expliquée 22 octobre 2023

M. Netanyahu, qui a été Premier ministre la plupart du temps entre 2009 et aujourd'hui – après un précédent mandat entre 1996 et 1999 – a toujours affirmé qu'Israël n'avait pas de partenaire pour la paix.

Potentiellement, il l'avait. L'Autorité palestinienne (AP), principale rivale du Hamas, est une organisation profondément dysfonctionnelle, et nombre de ses partisans estiment que son président vieillissant, Mahmoud Abbas, devrait se retirer. Mais l'AP a accepté l'idée de créer un État palestinien aux côtés d'Israël dans les années 1990.

BBC.com

www.malikile.com

Ligue des championnes : Un test avant la CAN

Le coup d'envoi de l'édition 2023 de la Ligue africaine des championnes a été donné le dimanche passé. Ce tournoi regroupant huit clubs venant de huit pays est une occasion pour la Caf et la Côte d'Ivoire, pays hôte, de jauger les infrastructures sportives et même hôtelières devant être utilisées lors de la Can Séniors prévue en janvier-février 2024.

Acette 3e édition de la plus importante compétition des clubs féminins d'Afrique, huit prennent part parmi lesquels deux anciens vainqueurs à savoir : Asfar du Maroc et Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud.

Club champion du Mali, l'AS Mandé connaît sa 2e participation en trois éditions du tournoi que la Côte d'Ivoire abrite pour la première fois dans les villes de Korhogo et San Pedro.

Le match d'ouverture, disputé le dimanche 5 novembre 2023 au stade Amadou Gon Coulibaly de Korhogo, a opposé l'Atletico Football Club d'Abidjan au Sporting Club Casablanca du Maroc. Les deux clubs participent à la compétition pour la première fois de leur histoire.

“La Ligue des champions féminine de la Caf est partie intégrante de la vision du président de la Caf, Dr. Patrice Motsepe, de rendre le football africain globalement compétitif et autonome ; et par la même occasion de créer des plateformes pour le développement du football féminin en Afrique. La troisième édition de la Ligue des champions féminine de la Caf est un grand rappel du chemin parcouru. Lorsque cet événement a été lancé en 2021, il s'agissait d'un pas audacieux dans la bonne direction. Aujourd'hui, de nombreux pays et clubs l'attendent avec impatience. La Ligue des champions féminine de la Caf nous a permis de redéfinir le paysage du football féminin en Afrique et de mettre en œuvre la stratégie de la Caf en offrant de nouvelles opportunités aux femmes”, a indiqué Kanizat Ibrahim, 5e vice-présidente de la Caf également présidente de la Commission du football féminin de l'instance.

Pays organisateur de la Coupe



d'Afrique des nations seniors qui va se dérouler du 13 janvier au 11 février 2024, la Côte d'Ivoire profite de cette Ligue des championnes pour effectuer les derniers réglages en attendant de recevoir la plus grande compétition africaine de football. A titre de rappel, Korhogo et San Pedro font partie des cinq villes hôtes de la prochaine Can masculine.

Alors que la Ligue des championnes est à sa 3e édition, l'AS Mandé connaît sa 2e participation après avoir fini club champion du Mali et également champion de la zone Ufoa-A.

Avec huit clubs, deux poules de quatre ont été constitués. Les

deux premiers se qualifient aux demi-finales pour une place en finale.

AC.

Les groupes:

GRUPE A:

Atletico Abidjan (CIV), SC Casablanca (MAR), JKT Queens (TAN), Mamelodi Sundowns (RSA)

GRUPE B:

AS FAR (MAR), Ampem Darkoa (GHA), Huracanes FC (Guinée équatoriale), AS Mande (Mali)

Mali Tribune



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos projets avancent, certes, mais avec une telle lenteur. Vous imaginez comment accélérer le temps et cela génère de la frustration... Vous connaissez le proverbe : patience et longueur de temps font mieux que force et précipitation. Les obstacles professionnels, qui se dressent encore devant vous, vont finir par céder. Essayez de prendre du plaisir à chaque étape de votre projet. Souvenez-vous que ce n'est pas l'objectif qui compte, mais le chemin !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous rayonnez au travail aujourd'hui. Montrez de quoi vous êtes capable. Les résultats de vos efforts vous étonneront et étonneront également les personnes avec qui vous travaillez. Vous ne regretterez assurément pas vos efforts, et vous pourriez profiter des bonnes ondes astrales pour améliorer votre poste (avancement, salaire). Vous cherchez un travail ? C'est aussi une excellente journée pour trouver l'emploi parfait si vous vous en donnez les moyens.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La période est favorable aux nouvelles entreprises. Mais il pourrait être opportun de demander l'opinion de vos partenaires professionnels avant de vous lancer sur un nouveau projet. Votre esprit d'aventure vous pousse parfois à accepter les offres trop vite. Demander un ou deux avis vous permettra de peser le pour et le contre de chacune des propositions et de faire des choix qui vous conviendront sur le long terme.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez du mal à trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, mais la vie devrait mettre sur votre chemin un indice qui vous guidera vers la bonne décision à prendre. N'ayez pas peur d'être radical, tant que vous agissez en accord avec votre être profond. Si vous avez des questions sur votre avenir professionnel, vous saurez trouver des personnes compétentes pour vous éclairer et vous rassurer.



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous avez connu des petits problèmes d'organisation, ce n'est plus du tout le cas. La mise en place d'un planning des tâches professionnelles à accomplir et le respect de celui-ci vous permettent de sortir la tête de l'eau. Une bonne gestion de son travail et du temps qui lui est consacré vaut toujours mieux que de tenter de tout réaliser à la fois. « Une chose après l'autre » est un credo qui vous convient.



Vierge (23 août - 23 septembre)

La journée sera difficile au travail. Quoi que vous fassiez, cela n'ira pas. Et malgré tous vos efforts, rien ne changera. Vos collègues ne veulent pas voir ce que vous faites d'un bon œil. Inutile de vous fatiguer outre mesure. Ce n'est pas la journée parfaite pour démontrer de quoi vous êtes capable. Mieux vaut donc attendre un peu que les choses se calment. Votre travail sera reconnu un peu plus tard. Gardez patience.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une mise au point s'impose. Vous vous sentez perdu et peut-être même inutile. Vous avez besoin de remettre du sens au cœur de votre activité. Un petit temps d'introspection vous permettra de vous souvenir des raisons pour lesquelles vous faites cela. Vous souvenez-vous de votre objectif principal ? Ne lâchez pas, car vous parviendrez sous peu à atteindre votre but. Un peu de sport vous permettrait de vous aérer.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Tout va très bien, vous remplissez vos missions à la perfection et cela vous vaut les félicitations de votre hiérarchie. Si quelques pointes de jalousie sont perceptibles chez certains de vos collègues, un peu de diplomatie et de pédagogie devraient y mettre un terme. Attention à ne pas succomber à l'autosatisfaction, elle ne ferait que créer des tensions inutiles et préjudiciables, avant tout à vous-même.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous rêvez d'un nouveau départ professionnel. Attachez vos ceintures, les opportunités vont se présenter rapidement à vous. C'est le moment de saisir votre téléphone, de renouer avec d'anciens contacts, d'intégrer de nouvelles sphères. Les métiers du commerce et de la communication sont particulièrement favorisés. Pour ne pas vous laisser déborder, établissez un planning, et projetez-vous. Cela vous aidera à bien vous positionner face à vos interlocuteurs.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Un bonus financier est dans l'air. Une prime, une promotion, un contrat lucratif. L'élan qui vous motive depuis quelque temps aboutit enfin à des résultats concrets et porteurs. Multitâche, vous savez mener plusieurs activités de front, et cette capacité est grandement appréciée dans votre milieu professionnel. D'autant que vous avez su éviter des écueils comme, par exemple, celui de vous disperser. Il est donc logique que vous atteigniez vos objectifs !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au boulot, la compétition commence à gagner du terrain entre collègues. Chacun montre son plus bel aspect et tire la couverture à lui pour montrer aux supérieurs qu'il est le meilleur. Ne rentrez pas dans ce jeu-là. Soyez vous-même, réaliste sans trop en faire ni en vous sous-estimant. Cette carte-là sera bien plus valorisée et surtout, vous restez droite dans vos bottes, comme on dit. On croit en soi, et on le montre, mais sans écraser les copains.



Poisson (19 février - 21 mars)

C'est une journée placée sous le signe de l'apprentissage. Vous avez des envies de vous former pour développer vos compétences, dans le cadre de votre travail habituel, vous aurez l'occasion de faire des recherches, ce qui rend votre journée passionnante. Vous avez envie de transmettre et de partager, prenez note de vos leçons retenues ce jour afin de les faire fructifier sur le long terme dans votre vie professionnelle.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

KASSOUGUE invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Université

1273 Malikilé



Kamena lève le voile!

Commission de finalisation du projet de Constitution | Le révérend

1274 Malikilé



Les enfants de Badalabougou servis

5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

1275 Malikilé



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA

Mali | Bismar Diop | Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goïta

1276 Malikilé



La grosse arnaque!

Général des Foules d'aménagement et de protection des forêts et de la faune: La Visitation Générale de la 1ère Région de la FCFIA d'Irrégularités foncières

1277 Malikilé



242 filles et femmes installées

AIGS: Moustapha Cissé, l'homme de la situation

1278 Malikilé



De quoi ont peur les pays de la zone franc?

MONTAGNA | Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata

1279 Malikilé



Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM

Mali | Les élèves | Des élèves exposés à la querelle populaire

1280 Malikilé



Les travaux débutent aujourd'hui!

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23